

## Le premier vice-président du Burundi résiste à une demande de démission

PANA, 09 octobre 2013 Bujumbura, Burundi - Le premier vice-président du Burundi, Thérèse Sinunguruza, n'entend pas quitter d'aussi tôt l'Exécutif pour se soumettre à la demande pressante de ces derniers jours de l'Unité pour le national (UPRONA) qui lui reproche de rouler uniquement pour ses propres intérêts au détriment de ceux du parti qui l'a mandaté, est venue annoncer à la presse mercredi, le porte-parole de la première vice-présidence de la République, Mme Catherine Mabobori (photo). La direction nationale de l'ancien parti unique, aujourd'hui au cœur du pouvoir, avait en fin de semaine dernière, un communiqué de presse dans lequel elle informait de la décision "concertée" de retirer la confiance à l'actuel premier vice-président de la République, en charge des questions administratives, sécuritaires et judiciaires qui attiserait encore des "divisions internes" à l'UPRONA.

Le cabinet de la première vice-présidence avait emprunté le même canal des ondes pour répondre et repousser les accusations qui ne seraient, en fin de compte, que l'œuvre d'un "groupuscule" de trois hauts placés à la tête du parti est monté d'un cran, mercredi, quand le porte-parole de la première vice-présidence est venue encore annoncer dans les médias des "irrégularités" qui ont entouré la prise d'une décision aussi lourde de conséquences que celle de la sortie, le numéro trois de l'exécutif burundais, sur de simples 'malentendus' internes au parti. Pour elle, le retrait de confiance aux représentants du parti au gouvernement ou au parlement "n'est autorisé qu'en cas de haute trahison, détournement des biens du parti ou du pays, ce qui n'a pas été le cas". La situation continue cependant à caractériser l'exécutif burundais malgré ce "mini schisme politique" dont la conséquence la plus probable est la redistribution des cartes sur l'échiquier politique national, notamment à travers un remaniement ministériel, si le premier vice-président venait perdre le bras de fer avec son parti d'origine, de l'avis des observateurs politiques à Bujumbura. De manière globale, les esprits ont également commencé à s'échauffer à l'approche des élections générales de 2015.